

La Moldavie face à son destin

Les enjeux d'une élection législative décisive

Florent PARMENTIER

► Points clés

- À l'approche des élections législatives du 28 septembre 2025, la Moldavie se trouve dans une période critique marquée par une polarisation politique et des tensions géopolitiques.
- Le Parti Action et Solidarité (PAS) de la présidente Maia Sandu affronte le Bloc électoral patriotique (BEP), principale force pro-russe du pays. La campagne révèle une fragmentation partisane et une montée de la défiance envers les élites, avec l'émergence de formations politiques hybrides comme le Bloc Alternativa.
- En proie à des difficultés économiques, la Moldavie souffre d'une crise énergétique liée à la guerre en Ukraine et d'une vulnérabilité structurelle accentuée par l'émigration. L'Union européenne soutient le cap pro-européen de la Moldavie, tandis que la Russie intensifie ses ingérences *via* des financements occultes, de la désinformation et des pressions, notamment en Transnistrie et en Gagaouzie.
- Ce scrutin représente un test crucial pour la démocratie et l'avenir européen de la Moldavie, qui devient ainsi un laboratoire des rapports UE-Russie dans l'espace post-soviétique.

Introduction

À l'occasion de la fête nationale moldave, le 27 août 2025, Chișinău a accueilli une délégation européenne de premier plan, composée d'Emmanuel Macron, de Friedrich Merz et de Donald Tusk, qui ont souhaité réaffirmer leur soutien à la souveraineté et au cap pro-européen du pays. Cette visite inédite et hautement symbolique est intervenue à un moment charnière : la Moldavie s'apprête à vivre une élection législative décisive le 28 septembre prochain, dont les enjeux dépassent largement le cadre national.

La campagne électorale, qui s'étend du 29 août au 26 septembre, cristallise une reconfiguration profonde des clivages internes – entre pro-européens et forces pro-russes – et externes – dans un contexte régional marqué par la guerre en Ukraine et les tentatives d'ingérence de Moscou. Le scrutin, organisé selon un système proportionnel – avec des seuils de 2 % pour les candidats individuels, 5 % pour les partis et 7 % pour les blocs électoraux –, vise à renouveler les 101 sièges du Parlement moldave. Cette élection s'annonce cruciale, car c'est l'avenir géopolitique de cette ancienne république soviétique, située entre la frontière orientale de l'Union européenne (UE) et l'Ukraine, qui se joue.

Une réorganisation du système partisan

À l'approche des élections législatives, le paysage politique moldave connaît une profonde recomposition, marquée par l'érosion des repères traditionnels et l'émergence de nouvelles configurations partisans. Les clivages historiques, pro-roumains contre pro-russes, puis pro-européens contre pro-russes, illustrent la perméabilité entre des enjeux identitaires en matière de politique intérieure (population majoritaire et minorités ethniques) et des orientations en politique étrangère, pro-russe ou pro-européenne. Des comportements politiques spécifiques sont propres à la région autonome de Gagaouzie, très favorable au courant pro-russe, ainsi qu'à la région séparatiste de Transnistrie, à l'est du pays. À cela s'ajoutent d'autres variables, plus classiques, opposant urbains et ruraux ainsi que les différentes générations. Cette fragmentation reflète une société sous tension, traversée par des aspirations contradictoires et une défiance croissante envers les élites¹.

Le Parti Action et Solidarité (PAS), formation pro-européenne de la présidente Maia Sandu, réélue en novembre 2024, reste la force politique dominante dans le pays. Lors de la précédente élection législative de juillet 2021, il avait obtenu 52,8 % des voix et 63 députés, créant ainsi les conditions d'une majorité stable autour du programme présidentiel. Solidement implanté à Chișinău, dans l'ouest du pays et fortement soutenu

1. F. Parmentier, « Moldavie : un système politique sous tension. Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 128, Ifri, mai 2023, disponible sur : www.ifri.org.

par une diaspora mobilisée, notamment en Europe, le PAS incarne la continuité réformiste. Pourtant, son isolement partisan sur le spectre politique compromet toute perspective d'alliance, refusée par la présidente. Cette stratégie joue à quitte ou double : exclure une alliance avant les élections doit permettre une mobilisation de l'électorat pro-européen, mais limite également les options après le scrutin en cas d'échec. Par contraste, le Bloc Impreuna (Ensemble), qui tente de fédérer les électeurs pro-européens déçus sans tomber dans l'anti-occidentalisme, peine à franchir le seuil électoral de 7 %, malgré son « Pacte pour l'Europe », inspiré par des accords similaires en Roumanie avant son adhésion à l'UE, engageant ses membres à soutenir l'adhésion de la Moldavie à l'UE².

En face, deux blocs pro-russes structurent l'opposition : le Bloc électoral patriotique (BEP) et les mouvements liés à Shor. Le premier est une alliance des anciens présidents Igor Dodon (2016-2020) et Vladimir Voronine (2001-2009), renforcée par des figures régionales comme l'ancienne gouverneure de Gagaouzie Irina Vlah (Inima Moldovei, Cœur de la Moldavie), ainsi que l'ancien Premier ministre Vasile Tarlev (Viitorul Moldovei, L'avenir de la Moldavie). Le bloc met l'accent sur la neutralité et la souveraineté de la Moldavie, présentant l'intégration européenne comme une menace pour l'indépendance nationale, et prône des relations plus étroites avec la Russie. Quant au bloc « Victoire » de l'oligarque exilé Ilan Shor, il a été exclu du scrutin pour financement illégal, une décision qui s'inscrit dans un contexte plus large de lutte contre l'ingérence russe. Cette exclusion trouve un écho international dans la démarche du Conseil de l'UE qui, le 15 juillet 2025, a imposé des sanctions ciblées à l'encontre de sept personnes et trois entités liées à Ilan Shor³, témoignant de la convergence des efforts moldaves et européens pour contrer les tentatives de déstabilisation. Il en résulte que l'essentiel de l'électorat considéré comme « pro-russe » se concentrera sur le BEP.

Le PAS de Maia Sandu incarne la continuité réformiste

Se positionnant comme pro-européen, le Bloc Alternativa, fondé le 31 janvier 2025, est mené par des personnalités politiques de premier plan : le maire de Chișinău Ion Ceban, l'ancien procureur général et candidat à la présidentielle Alexandre Stoianoglo, arrivé au second tour en 2024, l'ancien Premier ministre Ion Chicu et le conseiller politique Mark Tkaciuc. Ce bloc cherche à capter l'électorat « ni-ni » (ni Russie, ni l'Occident), lassé par la confrontation idéologique, tout en affichant une posture pragmatique et des connexions internationales ambiguës. Le bloc a néanmoins connu un

2. Le Bloc Impreuna a été formé en avril 2024 par quatre partis politiques pro-européens : Platforma Demnitate și Adevăr (Plateforme Dignité et Vérité, DA), Coaliția pentru Unitate și Bunăstare (Coalition pour l'Unité et le Bien-être, CUB), Partidul Schimbării (Parti du changement, PS) et Liga Orașelor și Comunelor (Ligue des villes et communes, LOC). Ce bloc politique vise à renforcer l'intégration européenne de la Moldavie et s'est préparé pour les élections présidentielles de 2024 et législatives de 2025. À la suite de plusieurs recompositions, le bloc se présente à l'élection législative du 28 septembre en tant que coalition composée de deux partis : le Parti du changement et le Partidul Verde Ecologist (Parti vert écologique, VE).

3. Conseil de l'Union européenne, « République de Moldavie : le Conseil inscrit sept personnes et trois entités sur la liste pour des actions déstabilisant le pays », *Consilium*, 15 juillet 2025, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

revers diplomatique important lorsque Ion Ceban s'est vu interdire l'accès à la Roumanie et à l'espace Schengen pour des raisons de sécurité le 9 juillet 2025⁴. Cette décision révèle les contradictions potentielles entre les ambitions européennes affichées et la réalité des relations avec les partenaires de l'UE, même si le principal intéressé y voit le résultat d'une décision politique influencée par la présidente moldave, proche de l'actuel président roumain Nicușor Dan⁵.

À la marge, le mouvement Notre Parti de Renato Usatîi, ancien maire de Bălți, joue la carte populiste et anticorruption, avec une rhétorique pro-russe et régionaliste. Bien que performant localement, ainsi qu'à la présidentielle où le candidat Usatîi a gagné deux fois la troisième place, il peine à convertir cette popularité en représentation nationale, comme en témoigne son score de 4,1 % lors de la précédente élection législative.

Dans ce contexte d'instabilité chronique de coalitions et de recomposition idéologique, l'élection de septembre pourrait ouvrir une nouvelle phase de fragmentation, où aucun acteur ne semble en mesure de fédérer durablement les aspirations d'une société en quête de stabilité, de souveraineté et de perspectives claires en matière économique et sécuritaire.

Stagnation économique, réformes et polarisation interne

La Moldavie aborde les élections législatives de septembre 2025 dans un climat de tension sociale et économique marqué par une stagnation persistante. Cette morosité économique se reflète dans les chiffres du produit intérieur brut (PIB) : selon la Banque mondiale, après une contraction de 4,6 % en 2022, le PIB a connu une croissance de 1,2 % en 2023 et de 0,1 % en 2024⁶. Le pays, déjà fragilisé par des déséquilibres structurels, a subi un choc inflationniste de près de 30 % dans le sillage de la guerre en Ukraine. La crise énergétique qui a frappé la Transnistrie début 2025 a révélé la vulnérabilité énergétique du système d'approvisionnement national et accentué les disparités territoriales⁷. Alors que débute la campagne, les thèmes économiques prédominent dans les préoccupations des Moldaves⁸. La productivité demeure faible, l'investissement étranger reste limité, les

4. « Ion Ceban și alți doi cetățeni ai R. Moldova, interziși în România “din motive de siguranță națională” » [Ion Ceban et deux autres citoyens de la République de Moldavie interdits d'entrée en Roumanie « pour des raisons de sécurité nationale »], *zdg.md*, 9 juillet 2025, disponible sur : www.zdg.md.

5. O. Bodnar et S. Pricop, « Alianța electorală fondată de Ion Ceban acuză o comandă venită de la Maia Sandu după ce primarului Chișinăului i s-a interzis accesul în România » [L'alliance électorale fondée par Ion Ceban accuse un ordre de Maia Sandu après que le maire de Chisinau ait été interdit d'entrée en Roumanie], *Hotnews*, 9 juillet 2025, disponible sur : www.hotnews.ro.

6. Données de la Banque mondiale, disponibles sur : www.data.worldbank.org.

7. F. Parmentier, « Crise énergétique en Transnistrie 2025 : un tournant régional ? », *Le Rubicon*, 2 juillet 2025, disponible sur : www.lerubicon.org.

8. Un sondage iData montre qu'à la question « À votre avis, quel est le plus grave problème auquel la République de Moldavie se trouve confrontée à présent ? », les personnes interrogées répondent la corruption (16,8 %), la pauvreté

infrastructures sont insuffisamment développées, et l'émigration massive, notamment des jeunes actifs, continue de priver le pays de ses forces vives. On estime ainsi que plus d'un million de Moldaves travaillent désormais à l'étranger, soit environ le quart de la population totale. Chaque année, entre 35 000 et 40 000 personnes quittent le pays, une hémorragie qui pourrait réduire la population à 1,9 million d'habitants d'ici 2040, selon les projections du Centre de recherche démographique moldave⁹.

Sur le plan institutionnel, la réforme de la justice demeure le chantier emblématique mais inachevé des mandats de Maia Sandu. Si la présidente conserve une image d'intégrité, les résultats concrets ont tardé à se matérialiser. Intervenue le 24 juillet 2025, l'arrestation de l'oligarque Vlad Plahotniuc, à l'origine du scandale du « milliard volé » de 2014¹⁰, a marqué une étape importante dans la lutte contre la corruption¹¹. Toutefois, les réseaux d'influence russes persistent, notamment dans les régions autonomes. Ainsi, la condamnation à sept ans de prison de l'ancienne gouverneure de Gagaouzie, Evghenia Hutsul, pour financement illégal du parti Șor avec des fonds russes non déclarés, a ravivé les tensions entre Chișinău et les bastions pro-russes. La Gagaouzie, historiquement proche de Moscou, se présente désormais comme un foyer de contestation ouvertement hostile à l'agenda pro-européen du gouvernement central.

Dans ce contexte, les élections de septembre ne seront pas seulement un test démocratique : elles incarneront un moment de vérité pour un pays en quête de cohérence entre ses ambitions européennes, ses réalités économiques et ses tensions internes.

Entre attraction européenne et ingérences russes

Depuis l'obtention du statut de pays candidat à l'UE en juin 2022 et l'ouverture officielle des négociations d'adhésion en décembre 2023, la Moldavie s'est engagée dans un processus de transformation interne ambitieux. Chișinău affiche clairement son objectif : être prête à ouvrir l'ensemble des chapitres de négociation avant 2030. Ce cap européen,

(10,8 %), les faibles salaires (9,6 %), la guerre en Ukraine n'arrivant qu'en treizième place (1,7 %). Baromètre électoral iData, 20 août 2025. Échantillon représentatif de 1 071 personnes, hors diaspora et la Transnistrie.

9. T. Kaukvere, « Is Moldova's Diaspora Ready to Return Home? », Emerging Europe, 13 avril 2024, disponible sur : www.emerging-europe.com.

10. En 2014, un détournement d'un milliard de dollars (entre 12 et 15 % du PIB moldave de l'époque) impliquant trois banques moldaves a provoqué une crise politique majeure. Cette affaire, qualifiée de « vol du siècle », a profondément déstabilisé le paysage politique moldave et a contribué à une crise de confiance envers les institutions publiques. En effet, le système frauduleux, lié à Ilan Shor, a mis en lumière la faiblesse des institutions et la vulnérabilité du pays face à la corruption.

11. « Vladimir Plahotniuc, arestat în Grecia. Oligarhul avea peste 20 de acte false de identitate, o parte eliberate în România » [Vladimir Plahotniuc, arrêté en Grèce. L'oligarque possédait plus de 20 faux documents d'identité, certains émis en Roumanie], Stirile ProTV, 24 juillet 2025, disponible sur : www.stirileprotv.ro.

Les thèmes
économiques
prédominant dans les
préoccupations des
Moldaves

soutenu par les institutions de Bruxelles et renforcé par une relation stratégique avec la Roumanie, sur les plans énergétique, diplomatique et culturel, constitue le socle du projet politique porté par la présidente Maia Sandu. De ce point de vue, cette dernière est sortie renforcée de l'élection de Nicușor Dan à la présidence roumaine, qu'elle avait ouvertement soutenu, non sans s'attirer l'hostilité des nationalistes roumains unis derrière l'ancien candidat à la présidentielle George Simion – lui-même interdit de territoire moldave.

Mais cette trajectoire est loin d'être linéaire. À l'approche des législatives de septembre 2025, Maia Sandu a multiplié les alertes sur les tentatives d'ingérence russes : campagnes de désinformation, cyberattaques, organisation de manifestations violentes (en rémunérant les participants) et financement occulte de partis pro-russes. Selon elle, Moscou cherche à faire basculer le scrutin en faveur de ses relais politiques, dans le but de saboter l'intégration européenne de la Moldavie et de remplacer le gouvernement actuel par une administration alignée sur les intérêts du Kremlin. Quant au Premier ministre

Dorin Recean, il a évoqué au *Financial Times* en juin 2025 le souhait de la Russie de voir stationner 10 000 soldats en Transnistrie, sous réserve de pouvoir installer un gouvernement pro-Kremlin en Moldavie¹².

Une multiplication des alertes sur les tentatives d'ingérence russes

À Moscou, le cas moldave est suivi de près par Sergeï Kirienko, premier chef adjoint de cabinet de l'administration présidentielle russe. Bien qu'il ait officiellement la charge de la politique intérieure russe, Kirienko supervise également les dossiers sensibles de l'espace post-soviétique, comme l'Abkhazie, la Moldavie et, depuis peu, l'Arménie. Il coordonnerait les efforts de déstabilisation visant à affaiblir le camp de Maia Sandu et faire échouer le projet d'intégration européenne moldave. Face à cette menace, la présidente Maia Sandu mise sur la mobilisation de l'électorat pro-européen en brandissant les questions de sécurité et de souveraineté. Parallèlement, elle appelle à durcir l'encadrement du financement politique pour éviter la corruption électorale et à renforcer la surveillance des scrutins pour en garantir l'intégrité.

Comme cela s'était déjà produit à l'occasion des scrutins de 2024, il est fort probable que la légitimité de l'élection se trouve contestée à son issue, au moins par des voies diplomatiques. Ainsi, la question des bureaux de vote en Transnistrie et en Russie cristallise ces tensions, chaque camp y voyant un enjeu stratégique majeur. Du côté transnistrien et pro-russe, l'objectif est de maximiser la participation dans des circonscriptions favorables : Tiraspol avait initialement réclamé l'ouverture de 41 bureaux de vote¹³, comptant sur une mobilisation massive de ses sympathisants. De même, la

12. H. Foy et P. Ivanova, « Russia Wants to Deploy 10,000 Troops in Moldovan Breakaway Region, PM Warns », *Financial Times*, 4 juin 2025, disponible sur : www.ft.com.

13. O. Gorchak, « CIK o zaprose Tiraspolâ otkryt' 41 učastok na vyborah : "Budem učityvat' neskol'ko faktorov" », [La CEC sur la demande de Tiraspol d'ouvrir 41 bureaux de vote lors des élections : nous tiendrons compte de plusieurs facteurs], *News Maker*, 19 août 2025, disponible sur : www.newsmaker.md.

diaspora moldave en Russie, forte de centaines de milliers de personnes et majoritairement russophone, représente un réservoir électoral potentiellement décisif. Les autorités moldaves adoptent une stratégie de limitation calculée : elles n'ont accordé que 10 bureaux de vote en Transnistrie – contre 30 lors de la présidentielle de 2024 – et seulement 2 en Russie – dans l'ambassade moldave à Moscou –, tandis que des pays comme l'Italie et la France bénéficient respectivement de 75 et 26 bureaux de vote. Cette restriction vise à réduire l'influence des segments électoraux pro-russes tout en maintenant une façade démocratique. Cette géographie électorale sélective reflète un calcul politique assumé : limiter les possibilités de manipulation tout en préservant formellement les droits démocratiques, mais au prix d'un déséquilibre manifeste dans l'accès au vote selon les orientations géopolitiques des communautés moldaves à l'étranger.

Conclusion : scénarios et perspectives

Le parcours de la Moldavie reste incertain, marqué par des défis multiples allant de la polarisation politique interne aux pressions géopolitiques externes, en passant par les vulnérabilités économiques et énergétiques qui menacent encore sa trajectoire démocratique.

Trois scénarios potentiels se dessinent à l'issue des législatives de septembre 2025 qui doivent conduire à la formation d'un gouvernement dans un délai constitutionnel de trois mois :

- **Un Parlement fragmenté** (probabilité : 45 %), scénario le plus probable, où aucun bloc ne disposerait d'une majorité claire. Avec plusieurs partis naviguant près du seuil électoral et sans force politique capable de rassembler largement, le besoin de coalitions semble presque certain. Les négociations pourraient s'avérer particulièrement longues et difficiles, notamment en cas de désaccords profonds sur l'orientation européenne, la neutralité constitutionnelle, la politique étrangère ou sur les relations avec la Russie. Ces tractations risqueraient de dépasser largement les délais constitutionnels et de conduire à de nouvelles élections.
- **Une victoire du PAS** (probabilité : 35 %), qui resterait, selon les sondages, le parti le plus important, sans être toutefois assuré d'obtenir une majorité absolue seul. Ce scénario, qui permettrait théoriquement la poursuite des réformes pro-européennes, dépend largement de la capacité du parti de Maia Sandu à mobiliser massivement la diaspora moldave en Europe occidentale, traditionnellement acquise au projet européen mais dont la participation reste volatile.
- **Une coalition hétérogène** rassemblant centristes et forces pro-russes (probabilité : 20 %), susceptible de ralentir voire d'inverser le processus d'adhésion pourtant souhaité par une majorité de la population. Ce scénario

dépend notamment de la capacité de l'opposition à surmonter ses divisions internes pour s'unir, dans un contexte régional relativement défavorable – en témoignent la suspicion à l'égard des partis pro-russes et les risques de sanctions européennes pesant sur leurs dirigeants.

Ces projections restent toutefois tributaires de nombreuses variables susceptibles de bouleverser la donne électorale : événements politiques, campagnes de désinformation, ingérences étrangères, soutiens financiers opaques. Les préoccupations quotidiennes des électeurs sur l'économie, le coût de la vie et les prix de l'énergie auront aussi une place centrale, et peut-être même déterminante face aux développements géopolitiques.

Cette élection constitue non seulement un défi pour la Moldavie, mais aussi une mise à l'épreuve de la politique d'élargissement de l'UE. Face aux discussions émergentes sur une potentielle séparation du processus d'adhésion entre la Moldavie et l'Ukraine, cette dernière étant perçue comme plus complexe en raison de la guerre en cours, Bruxelles pourrait être tentée de miser sur le « cas moldave » comme vitrine de réussite

de son élargissement vers l'Est. Une avancée réussie renforcerait l'attractivité du projet européen dans l'espace post-soviétique et démontrerait que l'intégration européenne reste possible malgré les pressions russes.

Cette élection aussi une mise à l'épreuve de la politique d'élargissement de l'UE

Par contraste, pour la Russie, la Moldavie représente une zone tampon stratégique. De ce point de vue, l'évolution du dossier moldave sera également étroitement liée aux négociations russo-américaines sur l'Ukraine et l'architecture de

sécurité européenne : si Maia Sandu a été un soutien indéfectible de l'Ukraine, certains acteurs politiques comme Igor Dodon appellent à des compromis pour « terminer la guerre » et ouvrent la voie à un rapprochement avec Moscou. Ainsi, les élections législatives moldaves de septembre 2025 ne détermineront pas seulement l'avenir européen du pays, mais pourraient également redéfinir sa position dans le grand jeu géopolitique qui se dessine entre les puissances, faisant de ce petit État de 2,6 millions d'habitants un laboratoire important des rapports de force continentaux.

Florent Parmentier, docteur en science politique, est secrétaire général du CEVIPOF – Sciences Po et chercheur associé à HEC Paris. Enseignant également à Sciences Po la politique européenne, il est notamment l'auteur de *La Moldavie à la croisée des mondes, Paris, Non Lieu, 2019* (avec Josette Durrieu).

Comment citer cette publication :

Florent Parmentier, « La Moldavie face à son destin. Les enjeux d'une élection législative décisive », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 22 septembre 2025.

ISBN : 979-10-373-1105-4

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : © Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

